

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/233

7 décembre 2000

(00-5329)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Communication de l'Australie

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 novembre 2000, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres.

1. Fondé sur les interventions de l'Australie lors des réunions du Conseil des ADPIC qui se sont tenues les 21 et 22 avril 1999 et les 20 et 21 septembre 2000, et dont le compte rendu figure dans les documents IP/C/M/23 et IP/C/M28 respectivement, et sur une précédente communication de l'Australie (IP/C/W/144, du 6 juillet 1999), le présent document présente un certain nombre d'observations concernant la gamme des questions de propriété intellectuelle que soulève le Programme de travail de l'OMC sur le commerce électronique, afin de faciliter les discussions qui y seront consacrées à la réunion du Conseil de novembre 2000.

2. Les propositions ci-après sont dans le droit-fil de la méthode évoquée dans le rapport de situation de juillet 1999 du Conseil des ADPIC au Conseil général (IP/C/18) et dans une récente communication des Communautés européennes et de leurs États membres (IP/C/224, du 17 novembre 2000), méthode qu'elles visent à soutenir, et s'appuient sur cette méthode pour progresser à certains égards.

I. APERÇU GÉNÉRAL DES QUESTIONS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

3. Depuis la conclusion de l'Accord sur les ADPIC, le fait le plus frappant intervenu dans le domaine de la propriété intellectuelle a été le rapide développement de l'utilisation de la technologie numérique et de la technologie des télécommunications à base numérique dans le domaine commercial. Le système international harmonisé de la propriété intellectuelle favorisé par l'Accord sur les ADPIC, ainsi que la tendance générale à la protection coordonnée des droits de propriété intellectuelle ont eux-mêmes beaucoup contribué à l'accroissement du commerce électronique et à la multiplication des possibilités que le commerce électronique offre désormais aux petites et moyennes entreprises dans toutes les économies. Par exemple, les principes sur lesquels reposent le traitement national et le traitement NPF, consacrés par l'Accord sur les ADPIC, sont directement compatibles avec l'environnement numérique et ils ont déjà clarifié et facilité la mise en place d'un cadre juridique de soutien pour la croissance du commerce électronique. De même, le principe bien établi en vertu de l'Accord sur les ADPIC, selon lequel il convient de faire le moins possible d'exceptions aux droits de propriété intellectuelle afin de promouvoir des objectifs comme la recherche et l'enseignement, s'applique à l'environnement numérique, ce qui donne aux décideurs des pouvoirs publics un outil nouveau et important de promotion du développement socio-économique. Le Programme de travail sur le commerce électronique de l'OMC devrait reconnaître combien le système de la propriété

intellectuelle fondé sur l'Accord sur les ADPIC peut contribuer à favoriser la croissance généralisée du commerce électronique et le partage des avantages qui en découlent, et combien il importe d'insister sur le fait que les normes établies dans l'Accord sont applicables dans l'environnement numérique.

4. La note d'information factuelle du Secrétariat sur les questions de commerce électronique liées à l'Accord sur les ADPIC¹ est une excellente base à partir de laquelle faire progresser des discussions de fond dans les délais que laisse le Programme de travail. Elle contient une analyse complète, pratique du champ d'application des engagements actuels, et devrait aider les Membres à déterminer exactement comment et dans quels cas les règles actuelles sont applicables, et dans quels cas elles présentent des lacunes ou se heurtent à des limites.

5. Le programme de travail donne, à tout le moins, aux Membres l'occasion de formuler une position commune et générale sur le fonctionnement de certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC dans l'environnement numérique. Dans un premier temps, une mesure pratique consisterait simplement à confirmer que les règles existantes sont applicables à l'environnement numérique, en reconnaissant que l'utilisation croissante des techniques du commerce électronique n'exige pas la création d'une série parallèle et entièrement nouvelle de normes et de principes applicables à la propriété intellectuelle. Il s'agit là, pour l'essentiel, du principe de la "neutralité du point de vue de la technologie", qui a fait l'objet d'un certain débat dans le passé: l'apparition d'une nouvelle technique ne signifie pas que les règles et principes existants soient devenus caducs. Ainsi, l'utilisation commerciale d'une marque de commerce ou de fabrique ou d'une indication géographique de façon propre à induire en erreur est, en principe, une atteinte aux droits de propriété intellectuelle, que la marque ou l'indication apparaissent dans un texte imprimé, sur une étiquette, sur un panneau publicitaire, dans les médias radiodiffusés ou sur un site Web.

6. Le programme de travail est aussi l'occasion d'envisager quelles dispositions précises de l'Accord sur les ADPIC il conviendrait d'explicitier afin d'en encourager l'application cohérente dans l'environnement numérique. Il pourrait aussi envisager une manière d'adapter ou d'étoffer les dispositions en vigueur qui soit compatible avec les objectifs de l'Accord sur les ADPIC et avec d'autres normes internationales, et les moyens possibles de faire avancer l'élaboration de normes relatives aux ADPIC.

7. Les observations ci-après suivent la présentation générale adoptée pour la note du Secrétariat, en mettant en lumière certains résultats possibles du Programme de travail qui devraient renforcer l'application des dispositions de l'Accord sur les ADPIC dans l'environnement numérique. Pour orienter les discussions, un certain nombre de propositions ont été incluses, à titre indicatif: elles concernent certains résultats spécifiques auxquels le Programme de travail pourrait aboutir.

II. APPLICABILITÉ GÉNÉRALE AU COMMERCE ÉLECTRONIQUE DES PRINCIPES DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE AINSI QUE DES OBJECTIFS ET DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

8. L'Australie appuie les observations du Secrétariat relatives à la pertinence, pour le commerce électronique, des objectifs traditionnels du système de la propriété intellectuelle, et la pertinence des dispositions de l'Accord sur les ADPIC dans l'environnement du réseau numérique. Cela est dans le droit fil du postulat général du Programme de travail selon lequel le commerce électronique n'est qu'un autre moyen de faire des opérations commerciales: sur le plan des principes, il n'est pas d'une nature différente des autres formes de commerce international. Ce principe général a pour corollaire que tous les engagements relatifs au commerce pris dans le cadre de l'OMC y compris les droits et les

¹ IP/C/W/128.

obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC, sont valides, que les échanges s'effectuent par voie électronique ou d'une autre manière.

9. Lorsqu'il s'agit d'examiner les incidences du commerce électronique, il serait plus judicieux de chercher d'abord à préciser et à échanger des données d'expérience sur l'application à l'environnement numérique des actuelles normes, neutres du point de vue de la technologie, au lieu de se cantonner à l'hypothèse que l'Accord sur les ADPIC comporte déjà des "failles". Ainsi qu'il est dit dans une communication de l'Australie adressée au Conseil des ADPIC à sa réunion de septembre 2000 (IP/C/W/210), relative à l'examen de la mise en œuvre de l'Accord prévu à l'article 71.1, "ces normes peuvent s'appliquer à certaines des activités qui s'inscrivent dans l'environnement des réseaux numériques, telles que la reproduction non autorisée sur Internet d'œuvres protégées par le droit d'auteur ou le commerce électronique de produits sous une marque ou une indication géographique utilisées sans autorisation".

10. Le Conseil des ADPIC pourrait insister sur l'importance fondamentale du principe de la non-discrimination prônée par l'OMC, notamment lorsqu'il s'agit de préserver la neutralité des règles du point de vue de la technologie, et sur son rôle en tant que facilitateur intrinsèque du commerce électronique. Il pourrait aussi prendre acte de la manière dont les principes établis du traitement national et de la nation la plus favorisée facilitent le développement du commerce dans un environnement numérique.

11. Du point de vue des disciplines en matière de propriété intellectuelle et d'autres disciplines de l'OMC, la non-discrimination établit le cadre fondamental grâce auquel on peut assurer que les échanges commerciaux sans frontières s'effectuent équitablement et librement. Par exemple, il peut être porté atteinte aux droits d'auteur relatifs à un ouvrage littéraire lorsque cet ouvrage est reproduit en totalité et vendu en quantités commerciales, que cette reproduction soit obtenue par composition traditionnelle ou par balayage électronique, et que les reproductions soient vendues sur vélin ou sous la forme de CD-ROM. On ne se défendra pas du grief de contrefaçon d'une marque de fabrique ou de commerce en faisant valoir qu'à l'occasion d'opérations commerciales, la relation avec cette marque est établie par des communications numériques, et non par une manifestation physique de la marque.

***Proposition:* Que le Conseil des ADPIC envisage d'inclure dans son rapport final au Conseil général une déclaration commune concernant la pertinence pour le commerce électronique des objectifs traditionnels du système de la propriété intellectuelle, la nature généralement neutre pour ce qui est de la technologie des dispositions de l'Accord sur les ADPIC et la pertinence des dispositions de cet accord dans l'environnement du réseau numérique.**

III. CLASSIFICATION DES PRODUITS DANS L'ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE

12. Le commerce des marchandises par la voie électronique remet en cause le cadre de classification des transactions et se heurte à la démarcation entre les biens et les services. Va-t-on classer dans la catégorie du commerce des marchandises ou dans celle des services une transaction consistant en la transmission électronique de logiciel d'ordinateur par Internet? L'ensemble de la transaction, selon les circonstances, pourrait-il être placé dans les deux catégories à la fois ou dans l'une d'elle seulement? L'Indonésie et Singapour (WT/GC/W/247) ont soulevé ces questions dans une communication intéressante faite en préparation de la Conférence ministérielle de 1999. Ce document expose un certain nombre de manières d'aborder la classification des produits numérisés, notamment quant au point de savoir si les produits qui comportent une contrepartie tangible (par exemple un disque d'ordinateur) peuvent être une marchandise, ou bien si des produits comme le logiciel et la musique doivent être considérés plutôt comme des services. D'après ce document, il serait peut-être plus utile d'envisager ces produits comme des biens intangibles qui peuvent être considérés, en matière de commerce, comme touchant les droits de propriété intellectuelle plutôt que comme des

éléments du commerce des biens ou des services. Le document fait valoir que, dans le débat sur la classification, le souci primordial doit être de conférer une certitude juridique sur la manière de traiter le produit, le service ou la propriété intellectuelle.

13. Il importe de relever qu'il existe une série, de plus en plus nombreuse et impliquant de fortes sommes d'argent, de transactions transfrontières, qui ne correspond pas nécessairement à la catégorie des marchandises ou à celle des services: il s'agit des transferts financiers au titre des taxes de licence ou des redevances payées pour l'utilisation de la propriété intellectuelle. Ces transactions peuvent être indépendantes de toute opération concernant le support, que celui-ci soit matériel ou électronique. Même lorsqu'un consommateur "achète" un produit tel qu'un disque compact de musique ou une application logicielle sur CD-ROM, le caractère juridique véritable de la transaction diffère quelque peu de l'achat d'un simple produit matériel; ce qui se passe en fait, c'est que le consommateur acquiert une licence restreinte l'autorisant à utiliser un enregistrement sonore (ou une œuvre musicale) ou une application logicielle dans des conditions bien délimitées. Dans le cas des programmes d'ordinateur, la licence peut s'étendre à l'utilisation future d'un programme informatique qui n'est pas encore créé, sous forme des extensions qui peuvent être téléchargées par ordinateur. La question tout entière de la classification est considérée à juste titre comme une question complexe qui n'est pas l'apanage de tel ou tel organe subsidiaire de l'OMC; en revanche, le Conseil des ADPIC doit appliquer ses compétences particulières en matière de propriété intellectuelle à cette question, étant donné notamment la nature de certaines transactions internationales qui concernent les droits de propriété intellectuelle en tant qu'objets d'échange par eux-mêmes.

Proposition: Que le Conseil des ADPIC maintienne à l'étude les questions liées à la classification du commerce des produits de la propriété intellectuelle, notamment dans le cadre du commerce électronique, d'autant plus que certaines transactions internationales semblent faire intervenir les droits de propriété intellectuelle en tant qu'objet d'échanges commerciaux par eux-mêmes.

IV. TRAITS CARACTÉRISTIQUES DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DANS L'ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE

14. De façon générale, les objectifs du système de la propriété intellectuelle et les dispositions de l'Accord sur les ADPIC sont tout aussi pertinents dans l'environnement numérique que s'agissant de commerce classique: de fait, il est impossible en pratique de distinguer entre droits de propriété intellectuelle numériques ou électroniques et "autres" droits de propriété intellectuelle. Toutefois, la propriété intellectuelle dans l'environnement numérique présente deux traits caractéristiques qu'il convient de reconnaître.

- Premièrement, le commerce effectué par voie électronique comporte généralement une proportion relativement importante de propriété intellectuelle. En conséquence, les dispositions de l'Accord sur les ADPIC ne sont pas seulement applicables en principe au commerce électronique, elles ont en fait une grande importance d'un point de vue pratique. Les règles relatives à la propriété intellectuelle ont des incidences considérables sur le commerce électronique - proportionnellement davantage que sur le commerce général. Le développement rapide du commerce effectué par voie électronique augmentera donc la nécessité d'assurer la mise en œuvre et le respect effectifs des dispositions en vigueur de l'Accord sur les ADPIC.
- Deuxièmement, l'administration et l'application des lois nationales relatives à la propriété intellectuelle dans l'environnement numérique se heurtent à de sérieuses difficultés pour ce qui est de la définition et des moyens de faire respecter le droit d'auteur et les droits connexes, et de la délimitation et des moyens de faire respecter les droits conférés par une marque de commerce, et du fait des recoupements entre

marques de commerce et noms de domaine. La nécessité pratique d'une compétence territoriale peut aussi être source de difficultés lorsqu'il s'agit de faire respecter des droits de propriété intellectuelle en relation avec le commerce électronique. Ces difficultés ne sont pas toujours propres à ce commerce - dans une certaine mesure, elles apparaissent aussi dans la tendance générale à une structure des échanges mieux distribuée du point de vue géographique ou sans frontières. Parallèlement, le commerce électronique offre une gamme de solutions pratiques nouvelles à ces problèmes tenaces que sont les moyens de faire respecter les droits et le partage généralisé des avantages.

V. MOYEN DE FAIRE RESPECTER LES DROITS: MESURES À LA FRONTIÈRE

15. Ainsi, tout en suscitant de nouvelles difficultés quant aux moyens de faire respecter les droits, les progrès de la technologie numérique créent aussi des mécanismes pratiques qui rendent l'application effective plus facile. L'un des progrès importants attribuables à l'Accord sur les ADPIC tient aux dispositions détaillées traitant des mesures de contrôle à la frontière, dont la valeur pratique est très grande, lorsqu'il s'agit de s'attaquer au commerce international des marchandises contrefaites ou pirates. L'un des principaux effets bénéfiques à attendre du Programme de travail sur le commerce électronique sera de contribuer à mieux faire comprendre combien ce type de technologie peut contribuer à faciliter les échanges et à réduire les coûts de transaction et les frais généraux de gestion du commerce international. Il peut donc être utile d'étudier la possibilité d'établir des liaisons pratiques entre mesures de contrôle à la frontière visant à faire respecter les droits de propriété intellectuelle et facilitation des échanges. L'Accord sur les ADPIC ne prescrit pas – et n'a pas à prescrire – d'approche technologique spécifique à l'égard des mesures de contrôle à la frontière: il laisse, comme il convient, aux autorités nationales le soin d'en décider.

16. Néanmoins, il peut être utile de définir et de signaler les avantages concrets à attendre d'une coordination pratique entre la mise en œuvre des mesures de contrôle à la frontière aux fins du respect des droits de propriété intellectuelle et la facilitation des échanges grâce aux technologies du commerce électronique. De bons systèmes d'information pourraient remplir une double fonction: alléger la charge administrative des procédures douanières, et renforcer les mesures à la frontière pour faire respecter les droits. Il convient de souligner que l'on s'en tiendrait, à cet égard, au domaine pratique, les systèmes d'information étant considérés comme un moyen d'optimiser l'utilisation des ressources dans la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, et non comme une norme obligatoire ou une pratique attendue. Même ainsi, la mobilisation du potentiel du commerce électronique pourrait être bénéfique pour tous les Membres. En facilitant la mise en œuvre effective des dispositions de l'Accord sur les ADPIC ayant trait aux contrôles à la frontière, elle pourrait aboutir à un plus grand respect des législations nationales mettant en œuvre les dispositions de fond de l'Accord. Dans le même temps, cette mobilisation pourrait réduire les besoins en ressources et la charge administrative que cette obligation de respect de l'Accord peuvent créer pour les gouvernements. En orientant plus efficacement l'action visant à faire respecter les droits, les techniques de commerce électronique pourraient abaisser les obstacles au commerce légitime causés par des mesures de contrôle à la frontière, tout en mettant en point de mire avec plus de précision le commerce illicite.

***Proposition:* Que les Membres étudient les moyens de faire usage des technologies du commerce électronique pour renforcer les procédures douanières à la frontière, afin de faciliter le respect des dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives au contrôle aux frontières.**

VI. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS: COOPÉRATION INTERNATIONALE (ARTICLE 69 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC)

17. Certaines des difficultés que suscite le développement du commerce électronique, pour ce qui est de faire effectivement respecter le droit d'auteur, sont de nature essentiellement pratique. Il y aura lieu, pour les Membres, d'étudier de manière suivie les angles sous lesquels aborder les questions qui se posent à cet égard, avec le plus de coordination et de coopération pratiques possibles, et la mise en commun des fruits de l'expérience acquise par chacun. Nous suggérons donc que les termes de l'article 69 de l'Accord sur les ADPIC, en vertu duquel les Membres sont convenus de coopérer en vue d'éliminer le commerce international des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, soient interprétés comme applicables à de telles atteintes lorsqu'elles se produisent dans l'environnement électronique. Ce serait un moyen de promouvoir un utile échange de renseignements relatifs au commerce électronique de telles marchandises ou au recours au commerce électronique pour faciliter les échanges de telles marchandises. Le Secrétariat pourrait coordonner les échanges de données nationales d'expérience à cet égard. La comparaison des renseignements relatifs aux difficultés pratiques rencontrées par les Membres servirait de base à des échanges de vues systématiques et à la recherche des meilleurs moyens de s'attaquer aux problèmes; elle jouerait aussi, en elle-même, un rôle utile dans les activités de formation et de sensibilisation.

Proposition: Que la mise en œuvre de l'article 69 de l'Accord sur les ADPIC soit étendue aux atteintes aux droits de propriété intellectuelle qui se produisent dans l'environnement numérique, et qu'une déclaration à cet effet soit incorporée dans le rapport final du Conseil des ADPIC au Conseil général; et que le Secrétariat facilite l'échange de renseignements relatifs aux expériences nationales concernant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle dans l'environnement numérique.

VII. QUESTIONS DE COMPÉTENCE

18. L'Accord sur les ADPIC et les accords internationaux antérieurs qu'il reprend (en particulier, les Conventions de Paris et de Berne) répondent à la nature particulière de la propriété intellectuelle comme composante des échanges: en ce domaine, la coopération internationale est considérée comme indispensable depuis plus d'un siècle en raison de la vulnérabilité particulière de cette propriété face à des formes de protection qui sont différentes, s'opposent l'une à l'autre ou sont à orientation nationale. Auparavant, on s'attachait surtout à l'octroi et à l'existence des droits de propriété intellectuelle. Le principe du traitement national établi de longue date dans les Conventions de Berne et de Paris, et la protection qui n'est subordonnée à aucune formalité, accordée au titre de la Convention de Berne, sont des réponses pratiques au défi que représentent la définition, la création et l'exercice de droits sur le marché international. Ces réponses gardent une importance directe et une valeur pratique lorsqu'il s'agit des droits de propriété intellectuelle associés au commerce électronique.

19. Toutefois, le développement d'un secteur numérique d'activités commerciales, caractérisé par des possibilités croissantes d'échanges sans frontières ou "virtuels", et par l'augmentation des échanges de produits à forte teneur en propriété intellectuelle créée, quant aux moyens de faire respecter les droits, de nouvelles difficultés qui ont amené à mettre en question l'efficacité d'une compétence territoriale. L'existence de conflits de juridiction n'a, en elle-même, rien de nouveau et les principes généraux appliqués par le passé continueront de s'appliquer aux atteintes aux droits de propriété intellectuelle. Toutefois, l'ampleur potentielle et le champ géographique des atteintes aux droits de propriété intellectuelle continueront de croître. Dans une certaine mesure, la progression des systèmes de la propriété intellectuelle compatibles avec l'Accord sur les ADPIC et l'évolution tendant à la convergence des systèmes nationaux devraient atténuer ces difficultés. Néanmoins, si des conceptions nettement opposées des questions de compétence ayant trait aux droits de propriété intellectuelle apparaissent dans l'environnement numérique, cela pourrait entraîner des effets de

distorsion des échanges comparables à ceux auxquels l'Accord sur les ADPIC avait pour objet de parer.

20. L'exécution des jugements sur le plan international est un autre aspect de la juridiction nationale. L'OMPI et la Conférence de La Haye de droit international privé (CODIP) doivent tenir une réunion commune en janvier 2001 pour examiner les aspects de la Convention de la CODIP sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale qui touchent la propriété intellectuelle. Le Conseil des ADPIC devrait s'intéresser aux résultats de cette réunion et à tout autre fait pertinent concernant la détermination de l'étendue de la juridiction nationale en matière de droits de propriété intellectuelle dans l'environnement numérique. Dans l'état actuel des choses, il serait probablement prématuré d'aller plus loin et d'étudier la question plus à fond.

***Proposition:* Que le programme de travail suive l'évolution de la situation concernant l'étendue de la juridiction nationale à l'égard des droits de propriété intellectuelle dans l'environnement numérique.**

VIII. QUESTIONS TOUCHANT LES BREVETS

21. La croissance du commerce électronique a fait naître de nouvelles méthodes et de nouveaux modèles commerciaux conçus pour l'environnement numérique. Des questions ont été soulevées quant à la brevetabilité de nouvelles méthodes permettant de traiter les affaires en ligne. Dans le cadre de l'examen continu de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, les Membres pourraient être encouragés à échanger des renseignements sur l'exploitation et l'utilisation des brevets dans l'environnement numérique, afin d'encourager une meilleure compréhension des questions juridiques et administratives en jeu et une entente sur ces questions.

***Proposition:* Que les pays Membres échangent des renseignements sur l'exploitation et l'utilisation des brevets dans l'environnement numérique, notamment à propos des logiciels d'ordinateur et des méthodes commerciales, et que le programme de travail suive l'évolution de la situation dans ce domaine.**

IX. NOUVELLES TECHNOLOGIES, ACCÈS À LA TECHNOLOGIE ET ADMINISTRATION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

22. Les technologies du commerce électronique ont considérablement amélioré l'accès, à partir de n'importe quelle partie du monde, à l'information technologique contenue dans les documents de brevet. Toute la structure des coûts associés à l'accès à cette documentation a été révolutionnée par le fait que cette documentation est disponible sur Internet: les chercheurs et les autres parties intéressées, où qu'elles se trouvent dans le monde, peuvent maintenant accéder à peu près gratuitement à d'importantes quantités de documentation de haute technicité, à condition d'avoir un accès de base à Internet. L'Accord sur les ADPIC exige, aux termes de son article 29, que tout déposant d'une demande de brevet divulgue l'invention d'une manière suffisamment claire et complète pour qu'une personne du métier puisse l'exécuter. La plupart des systèmes de brevet donnent effet à cette autre norme de l'Accord sur les ADPIC, selon laquelle le déposant indique aussi la meilleure manière d'exécuter l'invention. La norme inscrite dans l'Accord qui exige la divulgation de l'information technologique se conjugue donc à la révolution intervenue dans les moyens de diffusion de l'information et dans la technique des télécommunications, ce qui a pour effet de faciliter considérablement la circulation de l'information technologique et d'en réduire le coût, conformément aux objectifs fondamentaux de l'Accord sur les ADPIC.

23. De plus, le fait que le système des brevets puisse, en vertu de l'Accord sur les ADPIC, s'étendre aux technologies nouvelles a rendu plus accessibles les technologies de pointe dans des domaines où les progrès sont rapides. Cette qualité du système des brevets représente une

amélioration très importante sur le modèle des secrets commerciaux, car elle a fait basculer l'équilibre entre protection des droits et divulgation de l'information en faveur de l'utilisateur.

24. Comme on peut le lire dans la note du Secrétariat (au paragraphe 24), le recours aux technologies du commerce électronique comporte aussi cet avantage pratique qu'il améliore la communication de l'information entre offices de propriété intellectuelle nationaux, régionaux et internationaux, et accroît les possibilités d'accès à cette information de personnes extérieures à de tels organismes. Cette utilisation du commerce électronique améliore la qualité et la rapidité des services d'administration des droits assurés par les offices de propriété intellectuelle du monde entier, et augmente les possibilités d'accès à des mécanismes qui assurent une protection des droits. Elle constitue donc un bon moyen de réduire les coûts et la charge administrative qui résultent de l'exécution des obligations prévues par l'Accord sur les ADPIC en matière d'administration des droits de propriété intellectuelle.

25. Les améliorations que le commerce électronique a rendues possibles en augmentant les possibilités d'accès aux technologies et en facilitant l'administration effective des droits de propriété intellectuelle sont un important aspect de l'interface entre le commerce électronique et ces droits. Compte tenu des avantages déjà évidents obtenus dans ce domaine, et de l'importance de cette question dans le mandat conféré au Conseil des ADPIC au titre du Programme de travail, l'Australie suggère que dans le rapport final au Conseil général, les avantages du commerce électronique en ce domaine soient reconnus comme il convient. Par ailleurs, l'Australie estime qu'un utile résultat du Programme de travail serait d'encourager les Membres à maximiser, chaque fois que possible, les possibilités offertes par le commerce électronique pour faciliter l'accès à la technologie et l'administration des droits de propriété intellectuelle.

Proposition: Inclure, dans le rapport final au Conseil général, une mention reconnaissant les avantages existants et potentiels des technologies du commerce électronique pour l'accès aux technologies nouvelles et pour l'administration des droits de propriété intellectuelle.

Proposition: Encourager les Membres à maximiser, chaque fois que possible, les possibilités offertes par le commerce électronique en matière d'accès à la technologie et d'administration des droits de propriété intellectuelle, en vue de promouvoir la diffusion généralisée des nouvelles techniques et de réduire le coût pour les gouvernements de cette administration, et accorder l'importance voulue à cet objectif dans les activités de coopération technique.

X. PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES DANS L'ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE

26. De même que pour l'environnement commercial à support papier, le commerce électronique peut soulever des problèmes de pratiques anticoncurrentielles, particulièrement à l'occasion d'arrangements de licence protégeant la propriété intellectuelle. L'article 40:1 de l'Accord sur les ADPIC dispose que "certaines pratiques ou conditions en matière de concession de licences touchant aux droits de propriété intellectuelle qui limitent la concurrence peuvent avoir des effets préjudiciables sur les échanges et entraver le transfert et la diffusion de technologie". La nécessité pour le système de la propriété intellectuelle de fonctionner efficacement comme moyen de promouvoir le transfert et la diffusion de technologie revêt une importance vitale à l'égard de la technique du commerce électronique, comme à l'égard d'autres formes de technologie, notamment si l'on tient compte des préoccupations des pays en développement en matière d'infrastructure.

27. Il y a aussi des risques de comportement anticoncurrentiel en rapport avec certains arrangements de concession de licence par la voie électronique. Par exemple, une licence pouvant

être obtenue par ordinateur pour l'utilisation d'un site Web pourrait être anticoncurrentielle en vertu d'une loi nationale appliquée conformément à l'article 40 de l'Accord sur les ADPIC. Cette licence pourrait aussi être contradictoire avec les exceptions autorisées en vue d'équilibrer les droits et les obligations dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. Des difficultés particulières peuvent surgir lorsque des dérogations aux droits exclusifs prévues dans une législation nationale conforme à l'Accord sont différentes à certains égards d'une juridiction à l'autre. Dans le cadre de l'examen continu de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, les Membres pourraient être encouragés à échanger des renseignements sur les pratiques anticoncurrentielles dans l'environnement numérique, de manière à mieux faire comprendre par tous les questions juridiques et administratives en jeu.

***Proposition:* Que les pays Membres échangent des renseignements sur les questions de pratiques anticoncurrentielles en rapport avec la protection de la propriété intellectuelle dans l'environnement numérique et que le programme de travail suive l'évolution de la situation dans ce domaine.**

XI. DROIT D'AUTEUR: TRAITÉ DE L'OMPI SUR LE DROIT D'AUTEUR: RELATION AVEC L'ACCORD SUR LES ADPIC

28. Le commerce électronique a pris presque toute son importance actuelle sur la scène internationale depuis la conclusion de l'Accord sur les ADPIC. Les dispositions de fond de l'Accord concernant le droit d'auteur n'abordent donc pas la totalité des questions qui se posent dans l'environnement numérique. Si les États membres de l'OMPI ont négocié le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT) et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), c'est en partie à cause de cette lacune de l'Accord sur les ADPIC et des Conventions de Berne et de Rome. Le WCT répond aussi à certaines dispositions relatives au droit d'auteur de l'Accord sur les ADPIC lui-même. La Conférence diplomatique de l'OMPI, en décembre 1996, a aussi adopté un certain nombre de déclarations communes concernant certaines dispositions du WCT, qui précisent la manière dont les dispositions doivent être interprétées et en facilitent ainsi l'application pratique. Un bon exemple en est la déclaration commune concernant l'article 14 du WCT, qui précise que le stockage d'une œuvre protégée sous forme numérique sur un support électronique constitue une reproduction au sens de l'article 9 de la Convention de Berne. Tout aussi intéressantes sont les déclarations communes concernant l'article 10 du WCT et l'article 16 du WPPT qui indiquent que les exceptions existantes sont applicables dans l'environnement numérique et que de nouvelles exceptions appropriées peuvent être conçues pour cet environnement.

29. L'appui suscité par le WCT et le WPPT, mesuré au nombre des signatures et des ratifications/accessions, n'est pas limité à un seul groupe économique ou géographique, ce qui permet de penser que les nouvelles normes établies par ces traités suscitent un vaste intérêt international. L'ampleur de cet intérêt, et le souci inscrit dans le Programme de travail d'éviter d'entreprendre des travaux faisant double emploi avec ceux qui sont entrepris ou ont été entrepris dans d'autres organismes, sont des raisons plus que suffisantes pour que les Membres examinent les modalités selon lesquelles les dispositions du WCT et du WPPT se rattachent à l'Accord et recherchent les moyens d'en faire usage pour renforcer encore la pertinence de l'Accord sur les ADPIC dans l'environnement numérique. Il convient de tenir compte par ailleurs de la probabilité de négociation par l'OMPI d'un nouvel instrument juridique gouvernant les droits des artistes interprètes ou exécutants dans le domaine audiovisuel, et si cet instrument recueille une aussi large adhésion, il pourrait être abordé dans le processus d'examen de l'Accord sur les ADPIC.

30. Dans cette optique, il est utile d'examiner l'article 71:2 de l'Accord sur les ADPIC, qui prévoit un processus accéléré d'amendement par rapport à des niveaux plus élevés de protection acceptés dans d'autres accords multilatéraux par tous les Membres de l'OMC. Apparemment, le but visé par cette disposition est que, lorsque de nouvelles normes internationales touchant la propriété intellectuelle apparaissent et sont universellement acceptées, l'Accord sur les ADPIC soit modifié en conséquence.

Il est fort improbable, étant donné les difficultés pratiques que cela implique, que l'article 71:2 soit jamais appliqué à la lettre. Néanmoins, le principe qu'il recèle est un bon point de départ lorsqu'on envisage la relation entre l'Accord sur les ADPIC et de nouveaux accords internationaux comme le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT) et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT).

31. Une proportion importante des normes inscrites dans l'Accord sur les ADPIC reprennent, par renvoi, les dispositions de traités d'importance majeure de l'OMPI – les Conventions de Paris, de Berne, de Rome et de Washington. Étant donné ce lien étroit quant au fond, la concordance et la coordination entre les normes de l'Accord et celles des traités de l'OMPI importent au plus haut point pour l'efficacité de la coopération internationale dans le domaine de la propriété intellectuelle. Le libellé du WCT atteste cette importance. Ainsi, depuis la conclusion de l'Accord sur les ADPIC, les rédacteurs du WCT ont tenu compte des contributions apportées par cet accord à l'élaboration de normes relatives au droit d'auteur (par exemple, pour ce qui est de la protection des logiciels). Étant donné les travaux déjà effectués à l'OMPI qui tendent à apporter à la protection du droit d'auteur les modifications nécessaires pour rendre cette protection plus efficace dans l'environnement numérique, les Membres pourraient envisager que l'un des résultats du Programme de travail soit l'encouragement de liens synergiques permanents entre l'Accord ADPIC et les dispositions du WCT et du WPPT ainsi que des déclarations communes les concernant.

32. L'Australie ne préconise, à ce stade, aucun lien spécifique entre ces instruments, mais suggère qu'il serait approprié d'examiner les possibilités à cet égard. Il importe d'étudier cette question en détail dès maintenant, car l'élaboration de nouvelles normes relatives à la propriété intellectuelle va se poursuivre dans les années à venir et la méthode d'approche adoptée à ce sujet pourrait être reprise à l'avenir. En théorie, il y aurait au moins trois manières de reconnaître le WCT et le WPPT dans le contexte de l'Accord sur les ADPIC, en fonction du degré de consensus obtenu par les Membres quant à la pertinence des dispositions du WCT. Une possibilité serait une déclaration du Conseil des ADPIC reconnaissant la valeur du WCT et du WPPT pour ce qui est de donner effet aux objectifs de l'Accord, et reconnaissant spécifiquement la pertinence de leurs dispositions en matière de droit d'auteur dans l'environnement numérique. Une autre solution serait que des parties appropriées du WCT et du WPPT soient incorporées par renvoi à l'Accord sur les ADPIC. Une troisième possibilité serait que les Membres utilisent des dispositions en vigueur du WCT comme point de départ de la négociation de nouvelles dispositions de l'Accord. Aucune disposition nouvelle ne devrait, toutefois, imposer des normes plus rigoureuses que celles qui figurent déjà dans le WCT et dans le WPPT.

33. Quant à savoir laquelle des options ci-dessus convient le mieux, cela dépend de la mesure dans laquelle les Membres pourraient se mettre d'accord sur le contenu des dispositions du WCT et du WPPT, et sur la nature du futur processus d'examen de l'Accord sur les ADPIC. Il importe de noter que pour l'article 71 ce processus tiendrait compte probablement de cette évolution avec le temps, même en l'absence d'un programme de travail spécifique de l'OMC sur le commerce électronique. Au demeurant, les trois options mentionnées ci-dessus ne sont que des suggestions, et l'Australie voudrait encourager d'autres Membres à imaginer d'autres solutions. À ce stade, l'Australie ne cherche pas à indiquer quel type de lien entre le WCT/WPPT et l'Accord sur les ADPIC serait préférable. En revanche, elle voudrait encourager vivement les autres Membres à envisager de se mettre d'accord pour formuler une recommandation tendant à ce que le programme de travail ait notamment pour résultat une déclaration reconnaissant explicitement la relation bénéfique existant entre ces instruments.

Proposition: Que les Membres recherchent des moyens de reconnaître le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes dans le contexte de l'Accord sur les ADPIC, et que le Conseil des ADPIC formule une déclaration reconnaissant explicitement la pertinence du WCT et du WPPT pour ce qui est de réglementer le droit d'auteur

et les droits connexes dans l'environnement numérique d'une manière allant dans le sens des dispositions en vigueur et des objectifs généraux de l'Accord sur les ADPIC.

XII. DROIT D'AUTEUR: LE TRAITÉ DE L'OMPI SUR LE DROIT D'AUTEUR: HARMONISATION DES LÉGISLATIONS NATIONALES

34. Outre l'articulation des rapports entre l'Accord sur les ADPIC et le WCT et le WPPT, les pays pourraient dès à présent apporter une contribution pratique à la protection du droit d'auteur dans l'environnement numérique en rendant leurs législations conformes aux dispositions pertinentes du WCT et du WPPT.

35. L'Australie a élaboré une législation mettant en œuvre certaines dispositions du WCT et du WPPT. À titre d'exemple de la manière dont une législation nationale peut être modifiée pour prendre en compte le WCT et plus généralement traiter des questions de droit d'auteur dans l'environnement numérique, voici, présentés avec quelques détails, certains éléments de la Loi australienne relative au droit d'auteur dans l'environnement numérique (2000):

- un droit de communication au public nouveau, étendu, neutre du point de vue de la technologie, qui s'appliquera aux œuvres disponibles sur Internet ou offertes par d'autres services en ligne, ainsi qu'aux œuvres transmises (y compris par la radio et la télévision) au public;
- accès raisonnable pour les bibliothèques et les établissements d'enseignement à des matériels protégés par le droit d'auteur sous forme électronique, notamment des matériels disponibles en ligne;
- limitation et définition précise de la responsabilité en faveur des entreprises de télécommunication et des fournisseurs d'accès à Internet pour les atteintes au droit d'auteur commises par des tierces parties utilisant les supports de transmission de l'entreprise ou du fournisseur d'accès;
- deux nouvelles mesures visant à faire respecter les droits prévoient des sanctions pénales et des mesures correctives civiles en cas de commerce ou de fabrication de dispositifs permettant de contourner les mesures de protection technologiques, ou de suppression intentionnelle ou de manipulation d'informations nécessaires à la gestion des droits dans l'environnement électronique.
- mise en place d'un système de licences obligatoires pour la retransmission d'émissions sonores gratuites, par exemple par la télévision payante (cette modification est conforme aux obligations prévues par la Convention de Berne).

36. Les objectifs d'ensemble de l'Accord sur les ADPIC seraient de toute évidence servis si les Membres étaient encouragés à réviser leur législation nationale pour l'aligner sur les dispositions du WCT et du WPPT.

***Proposition:* Encourager les Membres à envisager de réviser leur législation nationale pour la rendre conforme au Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et au Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes.**

XIII. GESTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE: APPLICATION DES TECHNOLOGIES DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

37. Le recouvrement des redevances dues aux détenteurs de divers droits d'auteur et droits connexes à la suite de la concession de licences est un domaine dans lequel les technologies du commerce électronique peuvent contribuer à faire profiter des avantages de la protection de la propriété intellectuelle une gamme plus vaste de bénéficiaires. Le commerce électronique peut donner un moyen avantageux et techniquement acceptable de recouvrer et de répartir les redevances provenant de marchés internationaux dues à des détenteurs de droits qui, pour des raisons d'infrastructure, de coût ou de logistique, n'ont pas été en mesure de défendre leurs intérêts commerciaux. Il s'agit particulièrement des artistes interprètes ou exécutants, des compositeurs et des artistes des pays en développement, dont les travaux suscitent un intérêt croissant sur le marché international, mais qui ne reçoivent pas toujours la récompense qui leur revient faute de l'infrastructure nécessaire. La mise en œuvre progressive de l'Accord sur les ADPIC dans de nombreux pays Membres de l'OMC améliore régulièrement les possibilités juridiques de l'administration du droit d'auteur et des droits connexes. Il est donc opportun de rechercher les moyens de compléter le cadre juridique renforcé par des mécanismes pratiques plus efficaces d'administration des droits d'auteur. Le Programme de travail sur le commerce électronique pourrait refléter les besoins particuliers des pays en développement à cet égard, et encourager une coopération technique visant à étendre à d'autres bénéficiaires les avantages offerts par les mécanismes collectifs d'administration des droits.

***Proposition:* Encourager les Membres à renforcer la coopération, y compris en liaison avec des organisations internationales compétentes comme l'OMPI, afin d'utiliser les technologies numériques et les technologies des télécommunications pour étendre les avantages effectifs de la protection de la propriété intellectuelle aux détenteurs de droits des pays en développement.**

XIV. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE: GÉNÉRALITÉS

38. Dans nombreux pays, les autorités judiciaires ont eu à examiner la question de savoir ce qui constitue l'usage pertinent d'une marque de fabrique ou de commerce sur Internet. Cette question se pose lorsque l'on cherche à définir ce qui constitue une contrefaçon de marque dans l'environnement numérique, et à déterminer ce qui pourra être considéré comme "usage" s'agissant de produits ou de services aux fins d'établir un enregistrement ou de défendre un enregistrement contre une action en radiation. Étant donné les avantages d'ensemble à attendre d'une législation harmonisée en ce domaine, et le fait que dans le commerce électronique, une marque de fabrique ou de commerce aura toutes chances d'être utilisée concurremment dans de multiples ressorts territoriaux, de telles définitions contribueraient à favoriser l'échange d'informations et la coordination de l'évolution des législations. Enfin, l'expérience pratique et l'analyse juridique peuvent amener à un solide consensus reconnaissant que les normes en matière de marques énoncées par l'Accord sur les ADPIC pourraient être précisées ou complétées dans l'intérêt général des entreprises de tous les Membres.

39. Il serait, toutefois, prématuré d'envisager d'élaborer des recommandations spécifiques dans le cadre de l'actuel Programme de travail sur le commerce électronique. En outre, d'utiles travaux sont déjà en cours à l'OMPI sur cette question, dans le cadre du Comité permanent du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques (SCT). Tout résultat de ce programme pourrait contribuer à faciliter une plus grande coordination des législations dans ce domaine, et pourrait servir de base à tous travaux futurs entrepris par le Conseil des ADPIC.

***Proposition:* Prendre note, dans le Programme de travail, de la valeur d'un échange plus poussé de renseignements sur ce point, et continuer à suivre les**

évolutions, y compris les travaux en cours à l'OMPI, en vue d'un éventuel examen complémentaire de cette question quant au fond.

XV. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE: MARQUES NOTOIREMENT CONNUES

40. Les dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives aux marques notoirement connues, l'article 16:2 et 16:3, développent l'article *6bis* de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1967). L'Accord sur les ADPIC étend le champ d'application de l'article *6bis* aux services, ainsi qu'aux produits ou services qui ne sont pas similaires à ceux pour lesquels une marque de fabrique ou de commerce est enregistrée, et il s'appuie directement sur les termes du même article pour indiquer la méthode permettant de déterminer si une marque de commerce ou de services est notoirement connue.

41. Depuis 1995, l'OMPI examine la question de la protection des marques notoirement connues, notamment dans le contexte de leur utilisation sur Internet. Une recommandation contenant des dispositions relatives à la question, élaborée par le Comité permanent du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques de l'OMPI, a été adoptée en septembre 1999 en tant que résolution commune de l'Assemblée générale de l'OMPI et de l'Assemblée de l'Union de Paris. Cette recommandation vise à servir de fil conducteur pour la législation nationale visant à consolider et à compléter la protection assurée par les textes internationaux en vigueur comme la Convention de Paris. Par ailleurs, la recommandation a été approuvée par le Groupe d'experts de la propriété intellectuelle du Conseil de coopération économique Asie-Pacifique. Au moins un Membre de l'OMC s'est inspiré de cette recommandation dans sa législation sur les marques.

42. Étant donné l'importance de cette question, et des relations étroites existant entre l'Accord sur les ADPIC et les dispositions de la Convention de Paris qui concernent les marques notoirement connues, le Conseil des ADPIC devrait, lorsqu'il examinera la question des marques notoirement connues dans le contexte du commerce électronique, prendre en compte les travaux de l'OMPI en ce domaine. Le Conseil des ADPIC pourrait examiner tout résultat de ce processus et débattre des incidences possibles de ce résultat pour l'Accord sur les ADPIC.

***Proposition:* Que le Conseil des ADPIC prenne en compte les travaux que l'OMPI est en train de consacrer à la question de la protection des marques notoirement connues dans l'environnement numérique, et en examine les incidences possibles pour les dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives aux marques notoirement connues.**

43. De plus, tout examen par le Conseil des ADPIC de la protection des marques notoirement connues dans l'environnement en ligne devrait se fonder sur le principe selon lequel l'obligation de protéger les marques notoirement connues dans l'environnement numérique ne devrait pas être entendue d'une manière qui étende la portée effective de la protection accordée dans le domaine des échanges classiques. Il convient de trouver un équilibre approprié entre les intérêts du propriétaire de la marque et ceux des autres commerçants.

XVI. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE: NOMS DE DOMAINE D'INTERNET

44. La question des relations entre marques de fabrique ou de commerce et noms de domaine d'Internet a fait l'objet d'un vaste processus de consultations internationales organisé par l'OMPI, dont le rapport final a été publié le 30 avril 1999. Ce rapport a ensuite été présenté à l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN) (la société créée pour gérer le système des noms de domaine). Lors d'une réunion, en mai 1999, l'ICANN a examiné les recommandations contenues dans

le rapport, portant sur une gamme de questions qui se posent en raison de l'interface entre noms de domaine et droits de propriété intellectuelle. L'ICANN a largement mis en œuvre les recommandations de l'OMPI, après avoir amélioré les modes d'enregistrement et établi une procédure uniforme de règlement des différends dans les affaires touchant les noms de domaine en liaison avec des marques. On peut dire que grâce à leur application à des noms de domaine génériques de premier niveau (notamment les noms de domaine ".com"), la politique et les procédures de règlement des différends sont devenues *de facto* une norme internationale.

45. Les procédures de règlement des différends touchant les noms de domaine ont été utilisées avec empressement, puisque plus de 2 280 procédures ont été ouvertes (dont 518 en instance) depuis la création du processus en décembre 1999. L'OMPI est l'un des fournisseurs agréés de services de règlement des différends dans ce système. Depuis la mise en place des procédures, il y a moins de risque de cyber-squattage malintentionné de marques dans les domaines génériques de premier niveau .com, .org et .net.

46. À la demande de plusieurs États membres de l'OMPI, dont l'Australie, l'OMPI a engagé un deuxième processus de consultations sur les noms de domaine d'Internet afin d'étudier le besoin de protection contre l'enregistrement de mauvaise foi, en tant que noms de domaine, d'identificateurs autres que les marques. L'étude est axée sur l'utilisation malintentionnée, abusive, tendancieuse ou déloyale, dans le système de noms de domaine, de noms propres, de dénominations internationales communes pour les substances pharmaceutiques, de noms d'organisations intergouvernementales internationales, d'indications géographiques et de noms commerciaux. L'OMPI a demandé à recevoir des commentaires sur ces questions d'ici au 29 décembre 2000 en vue de publier en février 2001 un rapport intérimaire qui sera suivi par de nouvelles consultations et par un rapport final publié en juillet 2001.

47. La question de l'enregistrement, en tant que nom de domaine, d'abréviations d'organisations intergouvernementales internationales, ressortit tout particulièrement à l'Accord sur les ADPIC puisque celui-ci reprend par renvoi l'article 6ter de la Convention de Paris. Par ailleurs, l'enregistrement d'indications géographiques en tant que noms de domaine doit être examiné à la lumière des articles 22 à 24 de l'Accord susmentionné, question qui a déjà été soulevée par deux délégations devant le présent Conseil.

48. À la demande de plusieurs États membres, dont l'Australie, l'OMPI a instauré un programme visant les noms de domaine de premier niveau correspondant à des noms de pays. Ce programme comprend diverses activités, notamment la prestation de conseils sur la conception de politiques d'enregistrement tenant compte des droits de propriété intellectuelle, et des conseils sur les services de règlement des différends et la prestation de ces services. L'OMPI a l'intention de publier (février 2001) des principes directeurs facultatifs en matière de propriété intellectuelle afin d'aider les administrateurs de noms de domaine de premier niveau à lutter contre l'enregistrement abusif et de mauvaise foi de noms de domaine constitués par des noms protégés.

49. Vu ce qui précède, l'Australie suggère que le Conseil des ADPIC tienne compte des travaux de l'OMPI dans son étude des questions relatives aux noms de domaine. Comme dans le cas des marques notoirement connues, l'Australie propose que l'on étudie s'il y a lieu de tenir compte, dans l'Accord sur les ADPIC, du résultat des processus de l'OMPI, et la manière de procéder pour ce faire. Quoi qu'il en soit, il importe de noter que les droits de propriété intellectuelle, particulièrement ceux qui sont attachés aux marques de fabrique ou de commerce, aux indications géographiques et aux noms d'organisations internationales, continuent à être définis, exercés et sanctionnés à l'échelon du droit national et que l'Accord sur les ADPIC constitue le cadre juridique qui étaye ces droits sur le plan international. Les Membres de l'OMC ont intérêt collectivement et d'un point de vue systémique à faire en sorte que la relation entre les mécanismes d'arbitrage en matière de noms de domaine et la législation nationale sur la propriété intellectuelle dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC soit bien

comprise et explicitée et qu'elle soit étroitement intégrée dans un cadre juridique d'ensemble bien développé.

Proposition: Que le Conseil des ADPIC prenne note des résultats du processus de consultations de l'OMPI sur les noms de domaine d'Internet, de l'OMPI, qu'il suive en permanence l'évolution de la question et qu'il envisage les conséquences de cette évolution pour les dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives aux droits afférents aux marques de commerce ou de fabrique et aux autres droits.
